

Une manifestation de colère qui pourrait en amener d'autres !!!



Le jeudi 15 mars 2007, 57% des agents paramédicaux et 8% des médecins du Centre Hospitalier de Lens, des agents venus des hôpitaux proches (Calais, Béthune, Arras et Douai) et des retraités, au total 800 participants environ, ont manifesté leur colère en défilant dans les rues de Lens.

■ Le Centre Hospitalier de Lens, c'est 2500 agents paramédicaux et 300 médecins.

C'est le plus grand établissement du Pas-de-Calais et le quatrième de la région. C'est un hôpital pavillonnaire dont certains bâtiments datent des années 30. Très dynamique, il s'est développé au fil du temps avec des points forts comme la chirurgie ou la pneumologie. Tradition oblige, les patients du bassin minier se tournaient plus facilement vers le service hospitalier public. Payer pour être soigné n'est pas une idée admise, car la prise en charge des soins est un acquis social des mineurs.

Pendant de nombreuses années, l'entretien de l'hôpital n'a pas semblé être une priorité de nos directions successives. A force de prendre les membres de la commission de sécurité pour des idiots, ils n'ont fait que "saler la note". Où sont passés les budgets dévolus ? A la fin des années 90 et au début des années 2000, l'évolution des normes de sécurité incendie a obligé la direction à effectuer des travaux de mise en conformité, ce qui a coûté plus de 30 millions d'euros en 5 ans. Excédentaire jusqu'en 2002, l'établissement est structurellement déficitaire depuis.

■ Ce qui ne va plus au Centre Hospitalier de Lens :

Le déficit sanitaire

Tout est dit et écrit dans le SROS 3 (Schéma Régional d'Organisation des Soins de 3^{ème} génération) : espérance de vie (- 3 ans pour la région, - 5 ans pour le bassin de vie), **désespérante première place au palmarès de nombreuses pathologies** (cancer, maladies cardio-vasculaires, alcoolisme...), manque de médecins spécialistes et de paramédicaux, déficit en lits. Le SROS 3 ne permet pas une remise à niveau des moyens, juste une réduction de la différence par rapport à la moyenne nationale. Le contexte lensois est le plus dégradé de la région, tant socialement que sanitaire. La pauvreté de la population entraîne un très faible accès aux soins, ceci est un fait indéniable, avec un recours extrêmement tardif, ce qui a des conséquences sur la prise en charge et la D.M.S. Un fatalisme devant la maladie et la mort est prédominant. Les efforts de prévention devraient être décuplés dans les 20 ans à venir. Les statistiques concernant l'obésité des jeunes sont alarmantes. De même toutes

les enquêtes démontrant la corrélation entre santé et niveau social : quand on connaît les chiffres du chômage et des bénéficiaires de minima sociaux, l'avenir n'est pas rose. Le potentiel fiscal est l'un des plus bas de France.

■ La baisse d'activité

Les chiffres sont parlants. Nos points forts sont devenus nos points faibles. La pneumologie a vu son activité chuter vertigineusement, quant à la chirurgie, des recrutements manqués de chirurgiens compétents et reconnus, des erreurs de "casting" l'ont "plombée". Par ailleurs l'orthopédie et la chirurgie viscérale n'a pas évolué. La plupart de nos chirurgiens viscéraux sont partis exercer dans les établissements concurrents proches.

Accusée aussi, la tarification à l'activité (T2A) qui donne l'impression que le personnel des hôpitaux publics évolue dans des hôpitaux privés.

■ Le Plan Social proposé

100 emplois gelés, coupures de nombreux C.D.D., menaces sur les salaires de fin d'année, menaces sur les évolutions de carrière, menaces sur le protocole d'octobre 2006 : tel est le menu proposé ! Quand on sait que le directeur a réservé la primeur de l'information à la presse, comment peut-on s'étonner que le personnel n'accepte pas les propositions ? Est-ce compatible de vouloir relancer l'activité en réduisant drastiquement les moyens ? Des erreurs de stratégie et les fautes de la direction nous ont amenés à cette situation. Les personnels vont seuls payer la note de l'incompétence et de l'imprévision. Les allégations de notre directeur (les personnels passent leur temps à boire du café...) ou du directeur de l'ARH (les syndicats défendent les acquis du personnel !) au détriment des intérêts des patients... ne reconnaissent absolument pas le travail remarquable des agents du C.H.LENS. Aucune concertation ou négociation n'est possible !!

■ Aucun respect des instances

Depuis des années, les instances du personnel (CTE, CHSCT) connaissent des dysfonctionnements : Transmission tardive des documents, P.V. rendus avec plusieurs mois de retard, points obligatoires non soumis à avis, etc. Pour créer une unité d'isolement, la direction a transformé des lits de neurologie et de médecine. A la fermeture de cette unité, ces mêmes lits n'ont pas été réactivés ! La direction est arrivée à supprimer une unité par un tout de passe-passe !

■ Travailler plus pour gagner plus ?

Les personnels n'y croient plus : 200 000 heures supplémentaires n'ont été, ni payées, ni récupérées ! Des rappels

fréquents sur repos ou sur congés sont exigés ! Comment les agents peuvent-ils accepter les réductions de postes, alors qu'ils sont en situation de sous-effectif chronique ???

A tout cela, vient s'ajouter les encombrement aux urgences, faute de places dans les services. Certaines nuits, plus d'une trentaine de patients "s'entassent" dans la salle d'attente des urgences, sans distinction d'âge, de sexe ou de pathologie, dans des conditions d'accueil et de confidentialité déplorables. Le SMUR de LENS, l'un des plus actifs de France, se voit depuis plusieurs mois, privé de la 2^{ème} équipe de nuit faute d'urgentistes !

Il y a eu également la crise de la légionellose, acinetobacter naumanii (qui est revenu), et la gale, clostridium difficile !! Le personnel a supporté les railleries de l'extérieur et les brimades de l'intérieur. La fierté de travailler au C.H.LENS s'est étioyée à cause de l'absence totale de reconnaissance de leur travail, avec cependant des charges de travail de plus en plus lourdes.

En conclusion, la gestion de cet établissement a été plus qu'hasardeuse pendant des années. Le Centre Hospitalier n'a pas été éligible au plan Hôpital 2007 puisqu'il n'existait pas de projet médical. De même, il n'existe pas à ce jour de projet de soins.

Il est temps que les hôpitaux du Nord Pas-de-Calais retrouvent les moyens nécessaires à un bon fonctionnement pour rattraper le retard sanitaire pour la population.



■ Le syndicat Force Ouvrière du C.H. LENS demande :

- Le maintien de tous les emplois pour permettre une reprise de l'activité et l'abandon de la mesure de gel de 100 postes.
- Un aide importante des pouvoirs publics pour accompagner la rénovation du CH LENS en prenant en charge rétroactivement les 30 millions d'euros engloutis dans la mise en sécurité.
- Le recrutement de praticiens hospitaliers compétents.
- Le rétablissement de la péréquation nationale en faveur de la région.
- L'arrêt des menaces et chantages sur les salaires, sur les avancements des personnels, et sur l'application du protocole d'octobre 2006.
- Des crédits pour développer une politique ambitieuse de prévention en matière de santé.

Ce 15 mars 2007, deux représentants du syndicat Force Ouvrière ont été longuement reçus par un conseiller technique du ministère de la santé. A leur sortie ils ont déclaré avoir eu l'impression d'avoir été écoutés. Le conseiller du ministère les a rassurés sur les menaces sur les salaires et sur les avancements de grade.

Le ministère de la santé s'est engagé à établir un état des lieux de la situation du Centre Hospitalier de LENS à la fin du mois de mars 2007.

L'Union Départementale des syndicats Force Ouvrière, très vite, avait fait appel à tous les syndicats Force Ouvrière du Département, pour soutenir l'action des hospitaliers de LENS.